



**COALITION CENTRAFRICAINE POUR LA COUR PENALE  
INTERNATIONALE  
(CCCPI)**

**Email : [coalitioncpi\\_rca@yahoo.fr](mailto:coalitioncpi_rca@yahoo.fr)**

---

**RAPPORT DE LA REUNION**

Dans le cadre de collaboration et d'échanges une réunion s'était tenue le mardi 12 Septembre 2017 à 15h 30 mn avec la délégation des Experts de la Cour Pénale Internationale en matière de réparation au siège de la représentation locale à Bangui.

Prenaient part à cette réunion le Coordonnateur Adjoint de la Coalition Centrafricaine pour la Cour Pénale Internationale (CCCPI) Maitre Bruno Hyacinthe GBIEGBA accompagné de Madame Sandrine Alexandrie LOGNE et de Monsieur Emmanuel TAGBA MOLEAKA, on notait aussi la présence de Maitre Albert PANDA GBIANIMBI Vice-Président de l'Observatoire Centrafricain des Droits de l'Homme (OCDH), de Monsieur Evrard BONDADE Secrétaire Général de l'Observatoire Centrafricain des Droits de l'Homme (OCDH), de Monsieur Alain KIZINGUERE Secrétaire Général Adjoint de la Ligue Centrafricaine des Droits de l'Homme (LCDH) et de Maitre Brice KAKPAYEN, Coordonnateur National d'Enfants Sans Frontière Centrafrique.

Les échanges ont porté sur les modalités de réparation des victimes des crimes de **Jean Pierre BEMBA GOMBO** en République Centrafricaine.

Monsieur Olivier RANDON du Greffe de la Cour Pénale Internationale a présenté le contexte de la mission. Selon lui, elle intervient à la suite du verdict de la Cour condamnant le sieur Jean BEMBA GOMBO pour les crimes qui lui sont reprochés, l'affaire a fait l'objet d'un appel toutefois, la Chambre d'appel a rendu une ordonnance pour la détermination des personnes éligibles à la réparation et a désigné des Experts à cette fin. Cette rencontre avec les organisations de défense des droits humains, les avocats, ainsi que les représentants des victimes va permettre aux Experts d'avoir des éléments et des informations précises sur la question de la réparation.

Après les présentations d'usage les échanges ont porté principalement sur les types de réparation à accorder aux victimes pour leur permettre de se reconstituer et de se relever. C'est ainsi que le Coordonnateur Adjoint de la Coalition Centrafricaine pour la Cour Pénale Internationale (CCCPI) a présenté la CCCPI comme issue du Réseau des ONG de Promotion de Défense des Droits de l'Homme et qui existe depuis 2006. Elle est une structure qui soutient et appui les efforts de la CPI sur le plan national dans la lutte contre l'impunité. Le but est de suivre particulièrement la poursuite de l'affaire Jean Pierre BEMBA GOMBO, qui est pendante devant la CPI et de l'enquête en cours ; à savoir, Centrafrique II.

En réponse aux préoccupations des Experts sur la réparation, le Coordonnateur Adjoint a répondu que l'attente des victimes sur la question de la réparation est très importante, elles sont aussi impatientes de voir aboutir très rapidement la procédure, puisqu'il faut accorder une réparation aux victimes, en tenant compte de leurs besoins, leur permettant de se relever ; par conséquent une réparation sans le consentement des victimes serait vouée à l'échec.

La réparation d'une manière générale pourrait se résumer en trois points essentiels : une réparation symbolique, pécuniaire et communautaire. En effet, certaines victimes demandent juste un franc symbolique à leur bourreau ; d'autres demandent de l'argent pour le préjudice subi et une troisième catégorie sollicite une réparation qui profitera à l'ensemble de la communauté (hôpitaux avec des personnels médicaux pour le suivi des malades, Mémorial et écoles avec des enseignants qualifiés et des moyens didactiques). Ces réparations favorisent la réconciliation au sein des communautés. Notant que grâce à ces types de réparations, il y aura une justice réparatrice, une mesure de consolidation de la paix en aidant les communautés à surmonter les difficultés structurelles que sont l'inégalité, la violence et l'exclusion suite à la stigmatisation.

Il est important de préciser ce qui suit : toute réparation doit se faire selon les vœux des victimes et passer éventuellement par les ayants droit, elle doit refléter ce que la victime a demandé ; car les réparations ne se limitent pas seulement à une compensation financière individuelle ; elles peuvent également comprendre des formes collectives d'indemnisation et des mesures symboliques ou autres à même de favoriser la réconciliation des communautés divisées. Par ailleurs ils ont évoqué la réparation individuelle dans certains cas par exemple la destruction des maisons, les pillages et autres et la prise en charge des enfants victimes ; la création d'un orphelinat, d'un centre d'accueil...

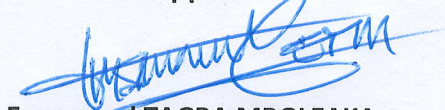
Par ailleurs la délégation a rappelé aux Experts qu'en matière d'expérience sur le travail avec les victimes, la Coalition et certaines associations membres du Réseau des ONGDH avaient soutenus et appuyés en 2006 les victimes des Jean Pierre BEMBA GOMBO dans le cadre de la collaboration avec l'OCODEFAD que coordonne Madame Bernadette SAYO, notamment en assistance judiciaire, en les aidant à remplir les formulaires (fiches) des victimes.

La réunion qui s'est déroulée dans une ambiance cordiale a pris fin à 17 heures 45 minutes.

Fait à Bangui, le 14 Septembre 2017

Pour la CCCPI

Le Rapporteur

  
Emmanuel TAGBA MBOLEAKA

.....  
Coalition Centrafricaine Pour la Cour Pénale Internationale (CCCPI – RCA)

Tél (236) 75503151/75507227/72797461

Email : coalitioncpi\_rca@yahoo.fr